

CHAPITRE 10

La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question

- Quels sont les leviers de l'approfondissement de l'Union européenne depuis 1992, face au double défi des élargissements successifs et des contestations croissantes ?

» **Avec le traité de Maastricht signé en 1992, la CEE devient l'Union européenne.** L'approfondissement du projet européen passe essentiellement par la réalisation d'un marché unique et l'entrée en vigueur d'une monnaie unique. En revanche, les ambitions militaires et politiques de Maastricht ne sont pas réalisées, alors même que se précise la possibilité d'un élargissement aux pays qui appartenaient à l'ancien bloc soviétique.

» **L'élargissement de 15 à 25 États membres en 2004 impose de repenser le fonctionnement de l'UE.** Mais la réforme des institutions s'avère difficile et les remises en cause de l'UE se multiplient. Le rejet de la Constitution européenne en 2005, la faible participation aux élections européennes ou encore le Brexit montrent la progression de l'euroscepticisme.

Le Brexit, premier rétrécissement de l'Union européenne

Banksy, artiste de street art, a réalisé cette fresque sur une façade à Douvres. On y voit un personnage en train de retirer une étoile au drapeau européen, le Brexit étant représenté comme une altération de l'Europe. Douvres est la porte d'entrée du Royaume-Uni, c'est de là que partent les ferries vers Calais. Douvres et Calais sont aussi à proximité immédiate des deux terminaux du tunnel sous la Manche, qui relie depuis 1994 le Royaume-Uni au continent européen. Avec le Brexit, pour la première fois de son histoire, après plusieurs vagues d'élargissement, l'Europe perd un État membre.

Fresque de Banksy réalisé à Douvres, Royaume-Uni, mai 2017.



Textes dys

TOUS LES TEXTES EN VERSION DYS
lyceen.nathan.fr/lequintrecterm-2020

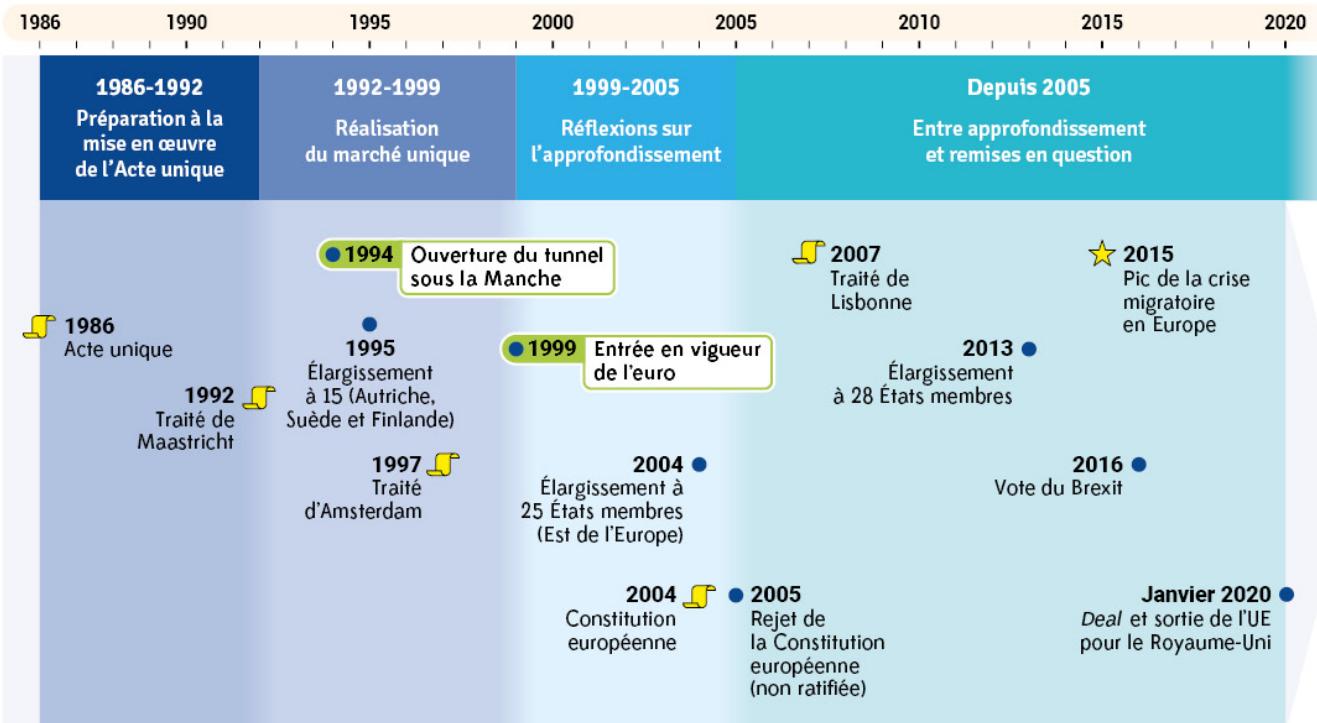


Dans les chapitres précédents

- **Dans le chapitre 6**, vous avez étudié comment la France s'est engagée dans la construction européenne après la Seconde Guerre mondiale.
- **Dans le chapitre 7**, vous avez abordé les premiers élargissements de la CEE, qui compte 12 États membres au début des années 1990.

Dans ce chapitre

Nous allons étudier la construction européenne depuis les années 1990, dans ses dynamiques d'élargissement et d'approfondissement. Nous verrons que, depuis le milieu des années 2000, le projet européen fait l'objet de critiques de plus en plus nombreuses.



Points de passage

**L'euro : genèse, mise en place et débats**

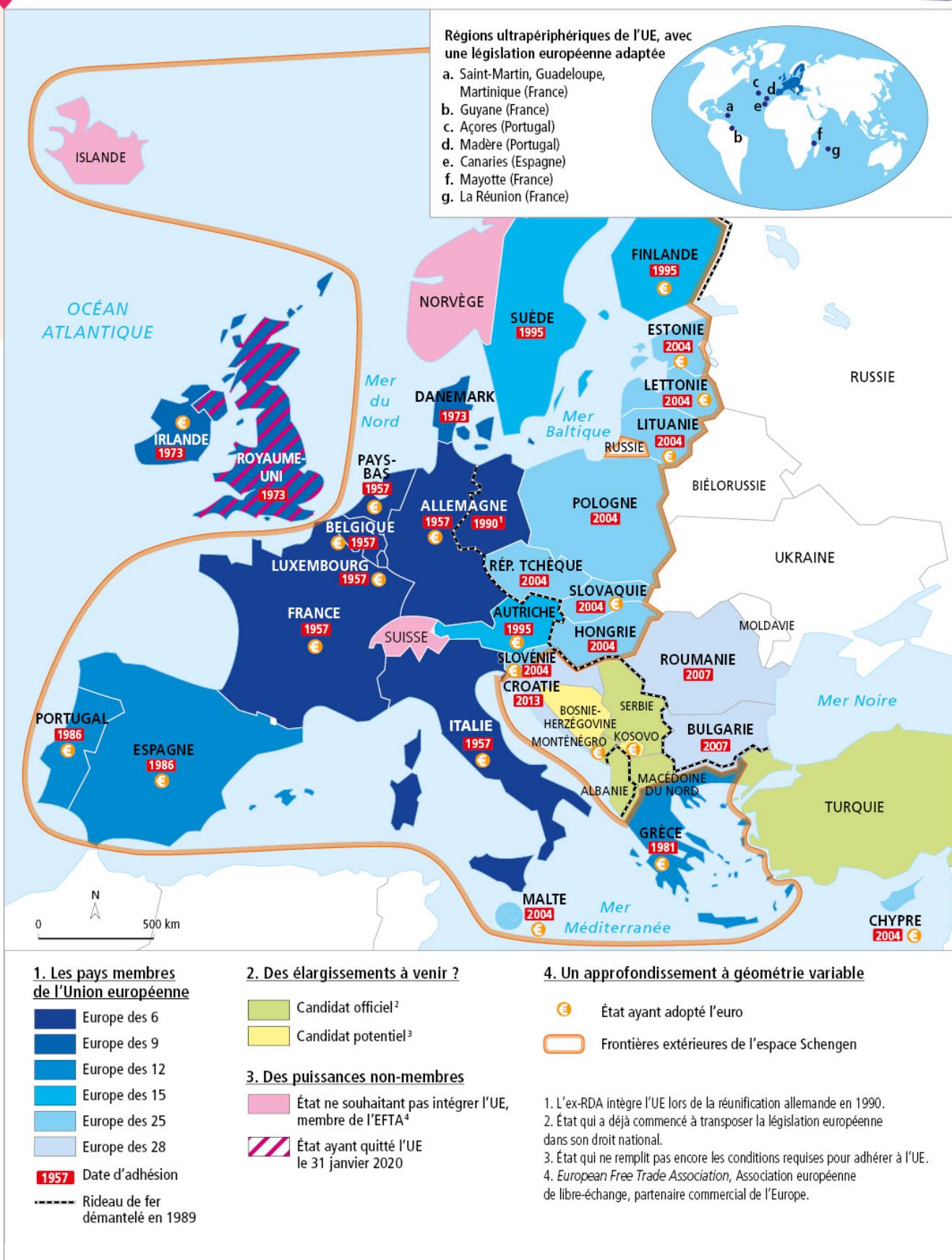
La création d'une monnaie européenne, utilisée par la plupart des États-membres, est une réalisation majeure de l'UE.

**Le tunnel sous la Manche**

En reliant la Grande-Bretagne au continent, ce grand projet symbolise les avancées de l'Europe.

L'espace européen et les institutions européennes

 Carte interactive



La construction européenne

1 Les institutions de l'UE après le traité de Lisbonne (2007) et le Brexit (2020)

 Schéma interactif

Conseil européen

Bruxelles

Chefs d'État et de gouvernement

- › Fixe les grandes orientations
- › Donne les impulsions
- › Tranche les questions non résolues par le Conseil des ministres

impulse

opère des arbitrages

Conseil des ministres de l'UE

Bruxelles, Luxembourg

Ministres des États membres dans le domaine concerné

- › Représente les États membres
- › Discute, amende et vote les lois et le budget avec le Parlement européen

propose les lois

décide de voter (ou non) les lois

Commission européenne

Bruxelles

27 commissaires (1 par État membre) nommés pour 5 ans par les États membres et investis par le Parlement

- › Représente l'intérêt général européen
- › Propose les lois européennes
- › Assure le respect des traités
- › Est responsable des politiques communes

investit

propose les lois

décide de voter (ou non) les lois

Parlement européen

Strasbourg, Bruxelles

705 députés élus pour 5 ans au suffrage universel dans les États membres

- › Représente les citoyens de l'UE
- › Discute, amende et vote les lois et le budget européen avec le Conseil de l'UE

Gouvernements des États membres

mandatent

peuvent saisir

désignent les juges et avocats généraux

mandatent le gouverneur de leur banque centrale

Cour de justice européenne

Luxembourg

- › Contrôle l'application du droit européen
- › Juge les différends
- › Sanctionne les institutions de l'UE qui ont lésé un citoyen

peuvent demander une proposition de loi

Citoyens de l'UE

peuvent soumettre une pétition

peuvent saisir

Citoyens de l'UE

peuvent saisir

élisent

Banque centrale européenne

Conseil des gouverneurs des banques centrales des pays de la zone euro

- › Veille au maintien de la valeur de l'euro

Organe à vocation fédérale

Organe de coopération intergouvernementale

Les 3 institutions au cœur du processus législatif

2 Le processus décisionnel

Actions de groupes de pression (entreprises, ONG, etc.)

Le Conseil européen donne les grandes orientations.

La Commission fait une proposition de loi au Conseil des ministres et au Parlement.

Le Conseil des ministres et le Parlement demandent des modifications (si besoin).

La Commission fait une nouvelle proposition (si besoin).

Le Conseil des ministres et le Parlement votent (ou non) la loi.

Les États membres la font appliquer dans leurs pays respectifs.

REPÈRES

Europe supranationale ou Europe des nations ?

Ce sont deux conceptions opposées depuis les débuts de la construction européenne. Dans une Europe supranationale, ou fédérale, les institutions européennes ont un pouvoir au-dessus (« supra ») des nations. L'Europe est conçue comme une fédération de pays qui délèguent à l'UE une partie de leur souveraineté dans l'espoir d'être plus forts ensemble. À l'inverse, une Europe des nations, ou « confédérale », est fondée sur la simple coopération entre les États : les décisions sont prises à l'unanimité, un État ne peut pas se voir imposer une décision par l'Europe. Le risque de ce système est le blocage des décisions.

3 Géographie des institutions européennes



- Repères p. 292
- Dossier p. 298
- Points de passage p. 300, p. 302
- Biographies p. 342

 **Podcast du cours**

1. Les années 1990 : la naissance de l'Union européenne

Avec le traité de Maastricht signé en 1992, la CEE est remplacée par l'Union européenne, qui doit achever son intégration économique et réaliser une union politique. Toutefois, c'est surtout le premier objectif qui est atteint, avec l'entrée en vigueur de l'euro en 1999.

A Une intégration économique poussée

● **Un marché unique.** Le programme de l'Acte unique (1986), porté par le président de la Commission Jacques Delors, est repris dans le traité de Maastricht, signé en février 1992. Après l'union douanière (1968), la Commission européenne veut lever les derniers obstacles aux échanges au 1^{er} janvier 1993. Il s'agit de supprimer tout contrôle aux frontières et d'harmoniser les normes techniques et les taxes. La réalisation du **marché unique** est facilitée par des grandes infrastructures comme le tunnel sous la Manche, inauguré en 1994 et permis par la coopération franco-britannique.

 **POINT DE PASSAGE** Le tunnel sous la Manche ➤ p. 302

● **Une monnaie unique.** L'aboutissement de ce processus d'**approfondissement** par l'économie est la monnaie unique, prévue par le traité de Maastricht et entrée en vigueur en 1999 sous le nom d'euro. Mais trois pays (Royaume-Uni, Suède, Danemark) refusent d'entrer dans la zone euro, considérant leur monnaie nationale comme un gage de stabilité économique.

 **POINT DE PASSAGE** L'euro : genèse, mise en place et débats ➤ p. 300

● **Des voix contre Maastricht.** Certains doutent donc du bien-fondé de l'intégration européenne et de la monnaie unique, alors que le chômage augmente et que la mondialisation s'accélère. Les Français ratifient de justesse le traité de Maastricht, avec 51 % de « oui » au référendum de septembre 1992. Les Danois le rejettent lors d'un premier référendum en 1992, puis le ratifient en 1993 après avoir négocié des dérogations.

B Un faible poids international

● **Une diplomatie embryonnaire.** Le traité de Maastricht veut faire de l'UE un acteur international en créant une politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Mais celle-ci relève seulement de la coopération entre les États, alors que l'UE a une compétence supranationale dans le domaine économique. En matière diplomatique et militaire, les décisions sont prises à l'unanimité et non à la **majorité qualifiée**. C'est pourquoi l'UE peine à définir une position commune lors des grandes crises internationales, comme la guerre de Bosnie à partir de 1992.

● **Quelle défense européenne ?** La sécurité de l'Europe est en fait toujours assurée par l'OTAN. Des États comme le Royaume-Uni ou les Pays-Bas restent très attachés à l'atlantisme, c'est-à-dire à une coopération militaire étroite entre l'Europe occidentale et les États-Unis. Ils ne soutiennent pas les efforts d'autres membres de l'UE, comme la France et l'Allemagne, pour créer une vraie défense européenne.

Vocabulaire

◆ **Approfondissement** : dynamique d'intégration de plus en plus forte au sein de la CEE, puis de l'UE. Ce terme est généralement entendu dans un sens fédéraliste, comme un renforcement de la supranationalité.

◆ **Codécision** : procédure par laquelle le Parlement peut, dans les trois mois, approuver un texte du Conseil (qui est alors définitivement adopté), l'amender (proposer des modifications) ou le rejeter.

◆ **Élargissement** : processus d'ouverture de la CEE, puis de l'UE, à de nouveaux membres.

◆ **Majorité qualifiée** : procédure de vote différente de l'unanimité ou de la majorité simple. Pour être adoptée, une décision doit atteindre un seuil préalablement défini. Chaque État dispose d'un nombre de voix proportionnel à son poids démographique et économique.

◆ **Marché unique** : espace économique encore plus unifié que le marché commun. À la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux s'ajoute l'harmonisation des législations des États membres.

- **La neutralité des trois nouveaux membres.** L'UE connaît un nouvel élargissement quand l'Autriche, la Suède et la Finlande adhèrent en 1995. Ces trois pays sont particulièrement soucieux de protection sociale et d'environnement. Surtout, ils sont très réservés à l'égard d'une politique étrangère ou militaire européenne, invoquant leur neutralité.

C Un approfondissement politique timide

- **La citoyenneté européenne.** Elle est instituée par le traité de Maastricht. Un citoyen européen peut séjourner, travailler et étudier partout dans l'UE – une procédure facilitée par la mise en œuvre de l'espace Schengen en 1995. Il a aussi un droit de pétition au Parlement européen depuis 1992. D'ailleurs, le rôle du Parlement, qui est élu par les citoyens et qui représente leurs intérêts, s'accroît avec l'instauration de la procédure de **codécision** : le Parlement décide désormais des lois européennes sur un pied d'égalité avec le Conseil. En 1997, le traité d'Amsterdam étend cette procédure législative à de nouveaux domaines. Il renforce aussi la libre circulation des citoyens par l'élargissement théorique de l'espace Schengen à tous les États membres.
- **Une Europe à la carte ?** Chaque État conserve une « option de retrait » (*opting out*), qui lui permet de refuser certaines politiques communes et, par exemple, de ne pas intégrer l'espace Schengen ou la zone euro. Inversement, le traité d'Amsterdam prévoit des « coopérations renforcées » entre les États membres les plus volontaires. Et s'il élargit le vote à la majorité qualifiée par rapport à Maastricht, les États conservent au Conseil un pouvoir de blocage dans tous les domaines où le vote se fait à l'unanimité, comme la PESC. Cela montre l'inachèvement de la construction européenne.
- **L'échec d'une réforme avant l'élargissement.** Après la fin de la guerre froide et la disparition du rideau de fer, le traité d'Amsterdam devait préparer l'**élargissement** vers l'est. L'adhésion de nombreux autres États membres entraînait en effet la nécessité d'une réforme des institutions européennes, pour qu'elles restent efficaces. Or, le traité d'Amsterdam a largement laissé de côté l'union politique et la défense européenne.

Les droits du citoyen

● Pouvoir de solliciter les institutions de l'UE ● Droits de vote



1. Mesure du traité de Lisbonne 2007 > voir p. 304.

2. Elle est signée en 2000 et acquiert une valeur juridique avec le traité de Lisbonne 2007 > voir p. 304.

REPÈRES

L'espace Schengen

L'espace Schengen est le territoire des États signataires de l'accord de Schengen. Les 5 États (France, RFA, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas) qui signent en 1990 l'accord de Schengen suppriment les contrôles à leurs frontières intérieures et renforcent la surveillance de leurs frontières extérieures. Ils sont rejoints par la plupart des États membres de l'UE entre 1991 et 1996. Le traité d'Amsterdam en 1997 intègre l'accord de Schengen dans l'UE, en laissant une « option de retrait » aux États membres qui ne veulent pas intégrer cet espace (Royaume-Uni et Irlande).

Ainsi, la carte de Schengen n'est pas superposable avec la carte de l'UE. D'ailleurs, l'espace Schengen comprend aussi des pays non membres de l'UE : Islande, Norvège, Liechtenstein, Suisse.

Réviser son cours

1. En quoi consiste l'intégration économique de l'UE ?
2. Pourquoi l'UE n'est-elle pas un acteur international ?
3. Quelles sont les limites de l'approfondissement politique ?

► Cours p. 296

Le traité de Maastricht (1993)

Le traité de Maastricht prévoit la suppression des entraves au commerce au 1^{er} janvier 1993. L'objectif est d'approfondir la construction européenne par l'économie et de faire face à la concurrence étrangère. La signature du traité est suivie par sa ratification par les Parlements nationaux, ou bien, dans le cas de la France et du Danemark, par un référendum.

» Quels sont les espoirs et les craintes suscités par le traité de Maastricht ?

1 L'annonce de l'objectif 1992

J'ai soutenu les efforts de tous ceux qui s'indignaient, à juste titre, de la persistance et de l'ampleur des obstacles. C'était, c'est encore, aux yeux de tous – personnes privées ou entreprises – une sorte d'Europe féodale qui n'offre que barrières, douanes, formalités, embarras bureaucratiques. Pour montrer l'exemple, faire éclater toutes les formes explicites ou implicites d'opposition à la libre circulation, des chefs d'État et de gouvernement ont décidé de mettre leur pouvoir dans la balance. Dès lors est-il présomptueux d'annoncer, puis d'exécuter la décision de supprimer toutes les frontières à l'intérieur de l'Europe d'ici à 1992 ? [...] Vous voulez, nous voulons [que] les Européens, vos électeurs, puissent toucher du doigt, dans leur vie quotidienne, une Europe concrète, une Europe réelle où l'on puisse, sans entrave, circuler, dialoguer, communiquer, échanger. Si nous y parvenons, alors les [prochaines] élections européennes seront celles du regain, de la citoyenneté assumée, d'un nouvel élan de la démocratie.

Discours de Jacques Delors pour l'investiture de la Commission devant le Parlement européen, 14 janvier 1985.



2 Les grandes entreprises et l'Europe

Invités sur un plateau de télévision en 1991, Umberto Agnelli PDG de Fiat, Pehr Gyllenhammar PDG de Volvo (Suède), et Jérôme Monod PDG de la Lyonnaise des eaux, membres de l'European Round Table¹ (ERT), s'expriment sur l'Europe.

U. Agnelli : Ce que nous demandons, c'est qu'en Europe on retrouve une certaine humilité, celle de dire qu'il faut faire des efforts pour être compétitifs sur le plan mondial. Si nous retrouvons cette humilité, cela peut être géré par une autorité centrale crédible, à laquelle les gouvernements nationaux délèguent une partie de leurs pouvoirs. Et le plus tôt sera le mieux.

P. Gyllenhammar : En tant que fondateur des tables rondes des industriels, je me sens européen. Je pense que l'Europe, c'est plus que les douze. Je pense que c'est le continent le plus fascinant, avec des possibilités énormes, mais nous manquons encore un peu d'énergie.

J. Monod : Si les industriels souhaitent gagner en compétitivité au niveau mondial comme le disait Umberto Agnelli et s'ils ont un sentiment d'appartenance européenne forte, Suède et EFTA² inclus, je crois qu'il est très urgent de pousser les gouvernements et l'opinion publique à construire l'Europe dans la voie qu'on a indiquée. Parce que nous devons lutter contre le chaos économique d'une partie du monde, l'Europe de l'Est et l'Union soviétique, et contre des adversaires impitoyables parce qu'ils sont compétents, les Japonais.

D'après l'interview des PDG, sur FR3 le 19 septembre 1991, aux côtés de Jacques Delors.

1. L'ERT est une association privée de 45 PDG européens créée en lien avec la Commission européenne en 1983.

2. EFTA (European Free Trade Association) : association européenne de libre-échange (AELE), créée en 1960. La plupart de ses membres ont intégré l'UE. Elle ne compte plus aujourd'hui que la Norvège, la Suisse, l'Islande et le Liechtenstein.

3 La libre circulation des marchandises

Dessin de Serguei (Sergio Goizauskas), dossier spécial du Monde « Europe, l'engrenage du marché unique », avril 1991.

FAIRE L'EUROPE C'EST FAIRE LE POIDS.

LE 20 SEPTEMBRE, DITES **oui** A L'EUROPE.



4 Le référendum français

Le référendum a lieu en France le 20 septembre 1992. Le « oui » l'emporte, avec 51,04 % des voix.

Affiche du Parti socialiste à l'occasion du référendum du 20 septembre 1992 sur le traité de Maastricht.

▶ Vidéo

Intervention télévisée de François Mitterrand après la ratification du traité

5 Contre l'abandon de la souveraineté nationale

Farouche opposant à Maastricht, le gaulliste Philippe Seguin demande le 5 mai 1992 un référendum pour sa ratification

On connaît l'argument : il nous faut faire l'Europe, donc il nous faut concéder une partie de notre souveraineté. Comme si cette relation causale allait de soi ! Comme si le respect des souverainetés interdisait la coopération, l'ouverture, la solidarité ! [...]

Il ne faut pas rêver. Sans monnaie, demain, sans défense, sans diplomatie, peut-être, après-demain, la France, au mieux, n'aurait pas plus de marge de manœuvre que n'en ont aujourd'hui l'Ukraine et l'Azerbaïdjan. [...] Force est de constater que nous voilà d'ores et déjà pris dans un redoutable engrenage. Depuis que la règle de la majorité s'applique de plus en plus largement dans les prises de décision du Conseil européen [...], le Gouvernement, dès lors qu'il est en minorité au Conseil, non plus que le Parlement français, n'a plus son mot à dire pour infléchir les règles communautaires jugées inacceptables pour la France. [...]

Mais voilà qu'on nous assure que Maastricht serait la condition de la paix et de la prospérité, ce qui signifie par là même que son échec équivaudrait à la régression et, j'imagine, à la guerre. [...] L'évolution des choses conduirait nécessairement vers un monde sans frontières, chacune de celles-ci constituant un obstacle à l'efficacité, une entorse à la rationalité, une entrave à la prospérité. Ce sont là des affirmations qu'il nous faut vérifier avec soin car ce qu'on nous demande d'abandonner, pour atteindre la prospérité, ce n'est pas seulement le droit de battre monnaie, c'est la possibilité de conduire une politique économique qui nous soit propre.

Discours de Philippe Séguin, à l'Assemblée nationale, 5 mai 1992.

Questions

Parcours A Répondre aux questions

- Identifiez les objectifs de la création d'un marché unique ([doc. 1 et 2](#)).
- Résumez les arguments de Philippe Seguin contre le traité de Maastricht ([doc. 5](#)).
- Comparez les deux documents, puis montrez que l'UE est vue à la fois comme une menace et comme une protection ([doc 3 et 4](#)).
- À partir des réponses aux questions précédentes, répondez de manière organisée à la problématique.

ou

Parcours B Faire un tableau de synthèse

À partir des informations prélevées dans les documents, réalisez un tableau de synthèse. Sélectionnez les informations correspondant aux thèmes suivants :

- Les espoirs suscités par le traité de Maastricht
- Les craintes suscitées par le traité de Maastricht



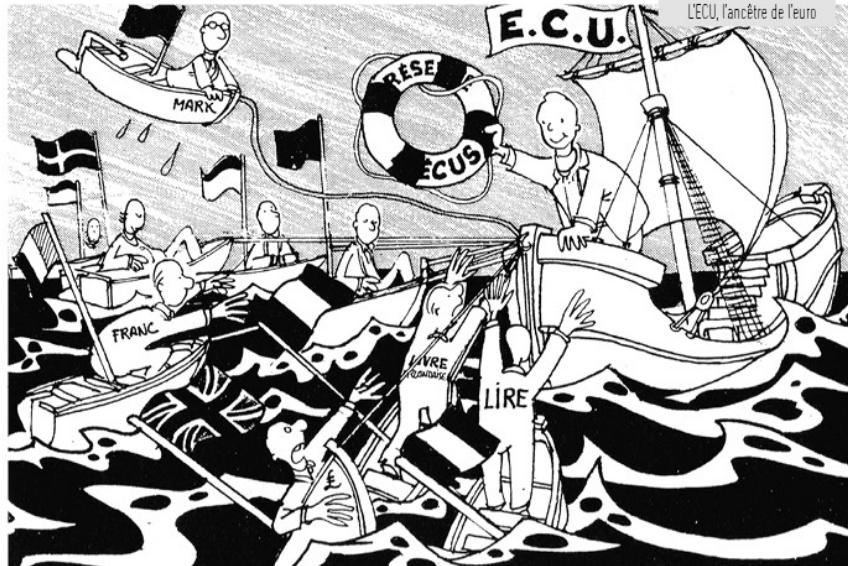
CONTEXTE

- L'intégration économique de l'Europe passe par la monnaie. L'ECU devient en 1979 une monnaie commune, coexistante avec les monnaies nationales. Puis, conformément au traité de Maastricht, l'euro devient en 1999 la monnaie unique, qui se substitue aux devises nationales.
- Géré par la Banque centrale européenne et non par les États membres, l'euro incarne la supranationalité en Europe, puisque frapper monnaie relevait jusqu'alors de la souveraineté nationale.
- C'est pourquoi sa mise en place a suscité de vifs débats. Plusieurs États membres de l'UE ont refusé d'intégrer la zone euro.

1979	● Entrée en vigueur du SME (Système Monétaire Européen), avec une nouvelle monnaie de compte, l'ECU.
1992	● Le traité de Maastricht prévoit la réalisation de l'Union économique et monétaire (UEM), avec une monnaie unique, pour le 1 ^{er} janvier 1999. Le Royaume-Uni négocie d'emblée une « option de retrait ».
1998	● Ouverture de la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort.
1 ^{er} janv. 1999	● Entrée en vigueur de l'euro, pour les flux dématérialisés.
2000	● Le Danemark refuse l'euro par référendum.
2002	● Les citoyens de la zone euro utilisent désormais l'euro.
2003	● La Suède refuse l'euro par référendum.

L'euro : genèse, mise en place et débats

➤ Pourquoi l'euro est-elle une étape essentielle de la construction européenne ?



1 L'ECU, l'ancêtre de l'euro

Confrontée à une crise économique, la CEE se dote en 1979 d'une monnaie de référence, l'ECU. Il n'existe pas de billets ou de pièces en ECUS. C'est une unité de compte, qui sert par exemple pour les paiements entre les banques centrales.

Plantu, dessin de mars 1979, publié dans *Le douanier se fait la malle, 20 ans de dessins sur l'Europe*, Le Monde Éditions, 1992.

2 L'achèvement de l'Unité européenne

Le passage à l'euro, au 1^{er} janvier 2002, sera le couronnement d'un long chemin. Quand les citoyens auront entre les mains les pièces et les billets en euros, nous aurons atteint notre but, en dépit d'une très forte résistance politique et d'obstacles importants. Pour moi et pour nombre de ceux qui m'ont accompagné dans ce combat, l'unification européenne n'est devenue un processus irréversible qu'avec l'introduction d'une monnaie commune¹. Or l'unification européenne, c'est la condition de la paix et de la liberté au XXI^e siècle. Il y a dix ans, presque personne ne croyait qu'une monnaie commune pourrait avoir cours bientôt dans une grande partie de l'Europe. [...] La monnaie est plus qu'un simple moyen de paiement. Elle a également quelque chose à voir avec notre identité politique et culturelle. La génération qui naît aujourd'hui vivra l'euro avec la même évidence que nous le mark. Elle ne pourra même plus concevoir qu'il en soit allé un jour autrement. Ainsi se développe, tout naturellement, un sentiment communautaire qui ne pourra que renforcer la cohésion des Européens.

Helmut Kohl, chancelier de la RFA de 1982 à 1998,

« L'euro, clé de la maison commune », *Le Monde*, 14 décembre 2001.

¹ Helmut Kohl veut parler d'une monnaie unique.



3 Le « no » britannique à l'euro

Traduction : « La vraie bataille commence maintenant. Si vous ne voulez pas que la Grande-Bretagne soit enchaînée par l'euro, soutenez la campagne pour le "non". »
Affiche des adversaires de l'euro au Royaume-Uni, septembre 2000, alors que le gouvernement britannique envisageait l'entrée dans la zone euro.



Vidéo
Le Royaume-Uni et l'euro

LE SENS DES MOTS

Quel nom pour la monnaie européenne ?

Le Conseil européen a choisi en 1995 le nom euro, facile à retenir dans toutes les langues. Les Français voulaient conserver le nom « écu », figurant dans le traité de Maastricht, qui rappelle une ancienne monnaie française. Ils étaient soutenus par les Portugais, dont la monnaie est l'escudo. Mais les Allemands ont refusé ce terme, parce qu'ils associaient l'ECU à une monnaie faible et que le mot évoque dans leur langue une vache (*Kühe*) ou une marque de bière (*Eku*).

Face commune (revers) :



L'Allemagne
(un aigle, symbole de la souveraineté allemande)



L'Italie
(portrait de Dante d'après Raphaël)

Face nationale (avers) :



La France
(un arbre au sein d'un hexagone, entouré de la devise nationale)



La Grèce
(l'enlèvement d'Europe par Zeus, d'après une mosaïque antique de Sparte)

Questions

Parcours A Répondre aux questions

- Identifiez** les facteurs à l'origine de la création d'une monnaie commune, puis unique (**doc. 1 et 2**).
- Montrez** que le passage à l'euro a une dimension symbolique pour les États membres (**doc. 2**).
- Décrivez** cette affiche et expliquez comment elle présente l'euro à l'opinion britannique (**doc. 3**).
- Expliquez** en quoi le design des pièces tente de réconcilier symboliquement Europe fédérale et Europe des nations (**doc. 4**).
- À partir des réponses aux questions précédentes, répondez de manière organisée à la problématique.

ou

Parcours B Écrire un discours

Vous êtes un homme politique danois au début de l'année 2000. Vous faites campagne en faveur du « oui » à la zone euro, dans le cadre du référendum prévu en septembre. Pour votre prochain discours, vous recherchez les arguments des adversaires de l'euro, et vous tentez d'y apporter des réponses.

4 Une face nationale pour des pièces européennes



POINT DE PASSAGE

► Cours p. 296

CONTEXTE

- À l'origine, le tunnel est le moyen de relancer la coopération franco-britannique. Il contribue finalement à la réalisation concrète du marché unique européen prévu par Maastricht.
- Les grands projets d'infrastructures transfrontalières jouent un rôle fondamental dans la construction d'un espace européen intégré. Le tunnel sous la Manche permet ainsi non seulement de relier le Royaume-Uni au continent, mais aussi de mettre en réseau plusieurs capitales européennes, intensifiant les flux humains et le commerce au sein du marché unique.



Vidéo

Le plus grand chantier de la fin du XX^e siècle

Années 1800	Premiers projets de tunnel sous la Manche (non réalisés).
10-11 sept. 1981	Sommet franco-britannique de Londres réunissant François Mitterrand et Margaret Thatcher.
1984	Sommet de Rambouillet, accord pour la réalisation du chantier à partir de fonds privés.
1986	Traité de Canterbury, concession à la société Eurotunnel.
1987	Accords ferroviaires entre Eurotunnel, British Rail et la SNCF pour l'utilisation du tunnel sous la Manche (Eurostar).
6 mai 1994	Inauguration du tunnel sous la Manche. Les trains de marchandises (fret) l'empruntent un mois plus tard, et les premiers Eurostar circulent à l'hiver.

Le tunnel sous la Manche

➤ Pourquoi le projet franco-britannique est-il également européen ?

1 Un projet concret de coopération franco-britannique

À la veille du sommet de Londres (1981), pour donner des preuves concrètes de leur engagement à coopérer, la France et le Royaume-Uni décident de relancer le projet d'un tunnel sous la Manche.

Monsieur Bérégovoy, secrétaire général de l'Élysée, est venu me voir à sa demande ce soir. Je dois signaler [un] fait marquant de la conversation, au cas où le Premier ministre aurait besoin d'en tenir compte avant de revoir le président demain. M. Bérégovoy a insisté pour que la rencontre entre le président et le Premier ministre donne lieu à une démonstration de coopération bilatérale concrète. Il s'est particulièrement attaché au tunnel sous la Manche. Il a suggéré que le président et le Premier ministre « relancent » l'idée du tunnel. Il s'agissait de dépasser le stade où l'on attend que quelque chose se produise. Ils devraient faire une déclaration d'intention précise, qui serait une démonstration d'intention sur la coopération pratique et qui aurait un impact sur l'opinion publique.

Note de Robert Armstrong, conseiller de Margaret Thatcher, 10 septembre 1981.

2 Une nouvelle frontière terrestre pour l'Union européenne

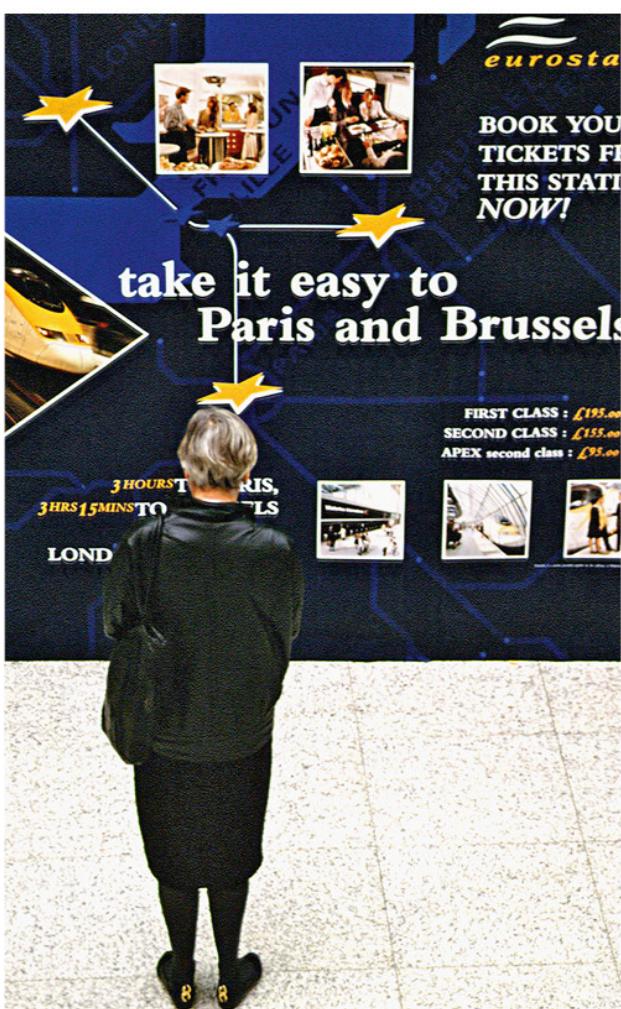
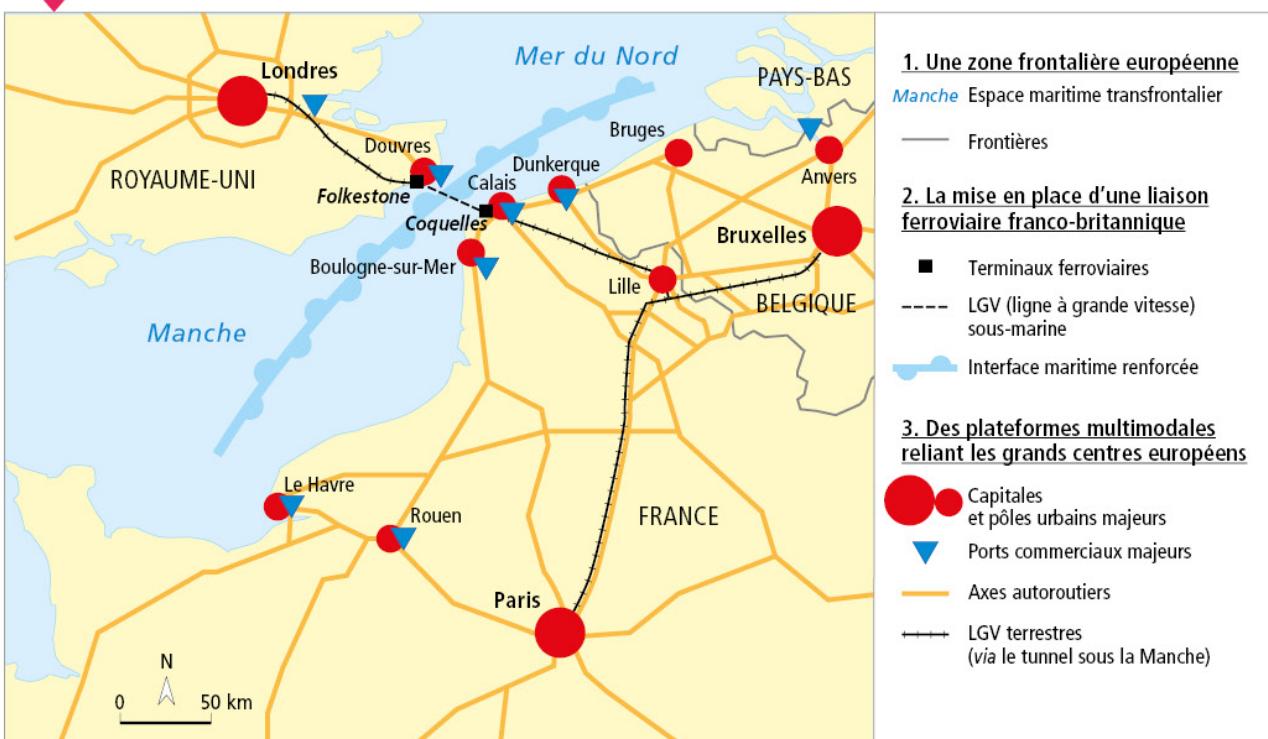
Plus de deux siècles de rêves et de projets, d'initiatives échelonnées dans le temps, trouvent aujourd'hui leur aboutissement. [...] Nous avons désormais une frontière terrestre [...], Calais n'est plus qu'à une demi-heure de Folkestone et Londres n'est plus qu'à trois heures, bientôt, 2h30, plus tard sans doute moins encore, de Paris. Mais ce qui se passe entre nous n'est pas indifférent au reste de l'Europe et à son devenir. [...] À terme, cette liaison à grande vitesse reliera également Londres à Bruxelles, puis Amsterdam et Cologne, sans oublier la suite que le siècle prochain décidera. Cette réalisation est donc un atout majeur pour le renforcement de l'Union européenne, un élément décisif dans l'élaboration et la mise en œuvre du marché unique, un pas supplémentaire pour le rapprochement entre les peuples eux-mêmes. Au fur et à mesure de l'avancée des travaux, le tunnel est devenu une réalité dans le paysage quotidien de nos pays. Il est apparu comme un lien définitif entre la Grande-Bretagne et le continent. Sa mise en service ne pourra que renforcer ce sentiment. Car, au-delà de l'aspect primordial que revêt la liaison fixe transmanche pour l'approfondissement des relations bilatérales, je salue sa vocation européenne, dans les deux dimensions politique et économique.



L'inauguration du tunnel

François Mitterrand, discours d'inauguration du tunnel à Coquelles, en présence de la reine Elizabeth II, de l'ancienne Première ministre Margaret Thatcher et de Jacques Delors, président de la Commission européenne, 6 mai 1994.

3 Le renforcement d'un axe multimodal



4 L'ouverture d'un réseau européen

Ouverture des ventes de billets d'Eurostar au Royaume-Uni, 14 novembre 1994.

Questions

Parcours A Répondre aux questions

- Expliquez en quoi le tunnel sous la Manche est un enjeu franco-britannique ([doc. 1 et 2](#)).
- Montrez que le tunnel sous la Manche permet une accélération des flux humains et économiques à l'échelle de l'Europe ([doc. 2 à 4](#)).
- Justifiez l'idée selon laquelle l'Eurostar est un symbole européen ([doc. 4](#)).
- À partir des réponses aux questions précédentes, répondez de manière organisée à la problématique.

ou



Parcours B Préparer un exposé

Réalisez un exposé d'une dizaine de minutes sur le tunnel sous la Manche. Vous structurerez votre propos selon le plan suivant, en veillant à faire régulièrement référence aux documents.

- L'origine et la réalisation : la coopération franco-britannique (vous cherchez un document sur la construction du tunnel) ;
- Les conséquences du tunnel pour l'Europe ;
- Une infrastructure symbole de l'UE.

- Repères p. 292
- Dossiers p. 306, p. 308, p. 310
- Biographies p. 342

 **Podcast du cours**

REPÈRES

La Constitution européenne

La Constitution européenne (ou Traité constitutionnel européen – TCE), adoptée en 2004 mais non ratifiée (2005), rassemble en un seul texte de 448 articles tous les traités précédents. Elle affirme les objectifs politiques de l'UE, au-delà de l'économie. Pour cela, elle détermine les sujets qui relèvent de l'UE ou des États membres. Elle renforce les pouvoirs du Parlement en tant que législateur et étend les domaines où les décisions se prennent au Conseil, à la majorité qualifiée (et plus à l'unanimité). Enfin, elle définit aussi une identité culturelle de l'UE en évoquant des valeurs communes, des droits, des symboles.

Vocabulaire

- ◆ **Codécision** : > voir p. 296.
- ◆ **Déficit démocratique** : expression utilisée pour critiquer l'UE, qui serait gérée de manière opaque par les « eurocrates » de Bruxelles, sans contrôle de la part des citoyens et du Parlement européen.
- ◆ **Euroscepticisme** : sentiment d'hostilité à l'UE. Les eurosceptiques sont généralement des souverainistes, défendant la souveraineté nationale et s'opposant à l'Europe supranationale prônée par les fédéralistes.
- ◆ **Frontex** : organisme chargé du contrôle et de la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen et de l'UE, en soutien aux autorités nationales.

2. L'Europe en débat depuis les années 2000

L'UE connaît en 2004 un élargissement inédit, qui rend nécessaire l'adaptation des institutions. Mais cet approfondissement s'avère très laborieux, et l'UE, confrontée à de nombreuses difficultés, est toujours en construction.

A Un élargissement sans précédent

- **L'ouverture à l'Est.** Quinze ans après la destruction du rideau de fer, l'UE passe de 15 à 25 membres en 2004. La Roumanie et la Bulgarie entrent à leur tour en 2007, suivies par la Croatie en 2013. Sur le plan économique, les « vieux » États membres d'Europe occidentale craignent la concurrence des pays à bas salaires et la main-d'œuvre immigrée, alors que le chômage persiste sur leur sol. Sur le plan politique, il devient encore plus difficile de faire fonctionner les institutions européennes. C'est pourquoi une nouvelle réforme est proposée en 2004 avec la Constitution européenne.
- **L'identité européenne en question.** L'élargissement relance aussi le vieux débat sur les frontières et l'identité de l'Europe déjà posé en 1987 par la candidature de la Turquie. Jusqu'où peut-elle s'élargir pour rester viable ? Comment définir l'Europe ? Existe-t-il une identité géographique, économique, politique, culturelle ? À l'enrichissement économique et culturel que représentent les nouvelles adhésions, d'autres opposent le risque d'une dilution et d'un affaiblissement de l'UE.

B La montée de l'euroscepticisme

- **Le rejet de la Constitution européenne.** Le Traité constitutionnel signé en 2004 est rejeté par référendum par la France et les Pays-Bas. Ce qui était conçu comme un accélérateur de l'intégration européenne entraîne finalement une grave crise de l'UE. Pour en sortir, le traité de Lisbonne, signé en 2007 et entré en vigueur en 2009, reprend en fait les grandes lignes de la Constitution, mais en renonçant à ce terme. Les adversaires de la Constitution ne sont pas consultés sur ce nouveau traité et ils s'estiment floués. Ils accusent les « eurocrates » de décider sans les citoyens et dénoncent le **déficit démocratique** de l'UE.
- **La crise migratoire.** Depuis 2010, l'afflux des migrants en Europe a révélé l'absence de politique commune. Les liens de solidarité entre les États membres sont éprouvés, puisque la Grèce et l'Italie se sentent bien seules face à l'arrivée massive des migrants malgré l'aide du **Frontex**. L'espace Schengen est remis en cause par ceux qui veulent rétablir des contrôles aux frontières intérieures de l'UE. Cette situation alimente le discours de l'extrême droite, liant **euroscepticisme** et xénophobie.
- **Le Brexit, premier rétrécissement de l'Europe.** Depuis le vote du Brexit par référendum en 2016, et pour la première fois, c'est une sortie de l'UE qui est négociée avec le Royaume-Uni et actée le 31 janvier 2020. Malgré son adhésion

en 1973, le Royaume-Uni ne faisait pas partie de l'espace Schengen et de la zone euro. Le Brexit n'est pas forcément surprenant pour tous ceux qui soulignaient le faible engagement européen du Royaume-Uni. Mais il est montré en exemple par tous les adversaires de l'UE et il nourrit l'euroscepticisme.

C Une Europe toujours en chantier

● **Une Union plus efficace ?** Le traité de Lisbonne a voulu améliorer le fonctionnement de l'UE. Elle est désormais représentée par un président du Conseil européen et par un haut représentant pour la PESC. Le vote à la majorité qualifiée est généralisé au Conseil et redéfini : une décision doit être approuvée par au moins 55 % des États membres (16 sur 28), représentant au moins 65 % de la population de l'UE. Les pouvoirs du Parlement européen, très limités à l'origine, ont été considérablement accrus. Il partage désormais le pouvoir législatif avec le Conseil, grâce à la procédure de **codécision**, et il contrôle la Commission européenne.

● **Renforcer le sentiment européen.** Ainsi réformée, l'UE entend lutter contre l'euroscepticisme et les accusations de déficit démocratique. Pour cela, le traité de Lisbonne instaure le droit d'initiative citoyenne : les citoyens peuvent demander à la Commission qu'elle propose une loi. Mais l'abstention reste très forte aux élections européennes. Pour renforcer l'adhésion des citoyens des États membres à l'UE, celle-ci peut s'appuyer sur des symboles forts comme le drapeau européen, l'euro ou la Journée de l'Europe (célébrée le 9 mai en mémoire de la déclaration Schuman de 1950), mais aussi sur des programmes concrets comme Erasmus pour les étudiants (1987) et Erasmus+ pour les apprentis (2014).



REPÈRES

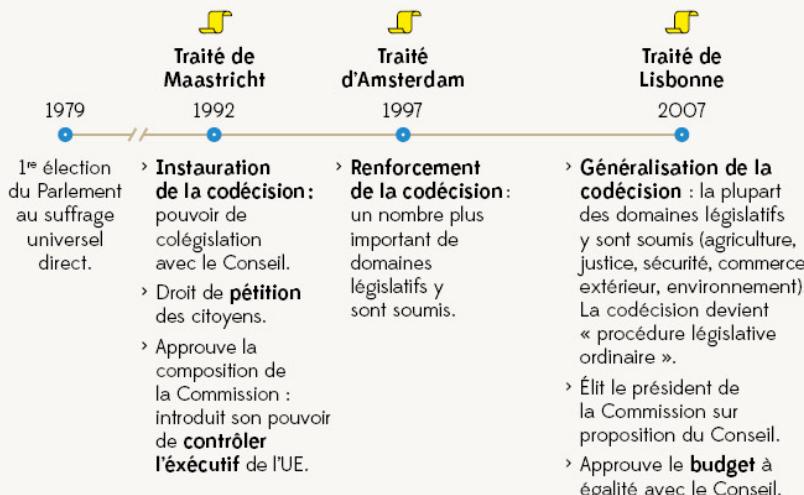
Les symboles européens

- La Constitution européenne de 2004 citait les symboles officiels de l'UE, mais ceux-ci ont ensuite disparu du traité de Lisbonne.



- 16 États membres ont alors voté la déclaration 52, annexée au traité, déclarant « que le drapeau représentant un cercle de douze étoiles d'or sur fond bleu, l'hymne tiré de l'"Ode à la joie" de la Symphonie n°9 de Ludwig van Beethoven, la devise "Unie dans la diversité", l'euro en tant que monnaie de l'UE et la Journée de l'Europe le 9 mai continueront d'être pour eux les symboles de l'appartenance commune à l'UE et de leur lien avec celle-ci ».
- En 2017, la France a signé la déclaration 52, le président Emmanuel Macron répondant ainsi à ceux qui critiquaient la présence du drapeau européen à l'Assemblée nationale.

Les pouvoirs du Parlement



Réviser son cours

- Pourquoi l'élargissement de 2004 est-il un grand défi pour l'UE ?**
- Comment expliquer la montée de l'euroscepticisme ?**
- Par quels moyens l'UE peut-elle y répondre ?**

► Cours p. 304

Le rejet de la Constitution européenne (2005)

La Constitution européenne devait approfondir la construction d'une Europe à 25. Mais elle est rejetée par référendum en 2005 par les Français, puis les Néerlandais. Malgré ce rejet, l'essentiel des réformes prévues par la Constitution est ensuite mis en œuvre par le traité de Lisbonne.

➤ Pourquoi le rejet de la Constitution est-il une grave crise pour l'Europe ?

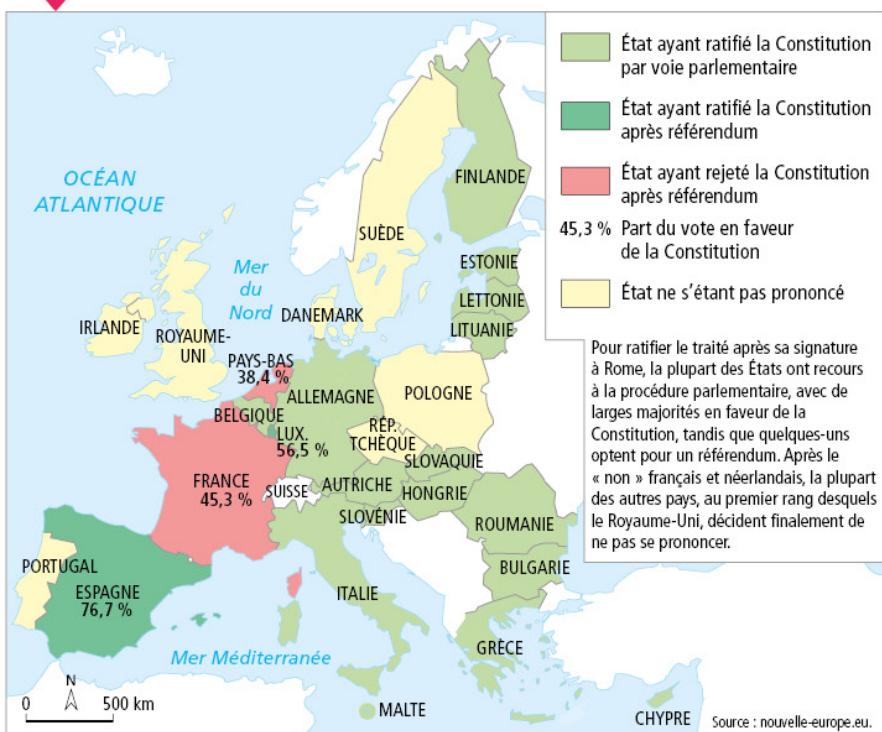


1 La signature de la Constitution

Presque cinquante ans après le traité de Rome, les 25 chefs d'État européens se réunissent dans la salle des Horaces et des Curiaces au Capitole à Rome.

Signature du traité sur la Constitution européenne, le 29 octobre 2004.

2 Le processus de ratification



1^{er} mai 2004 • Entrée de 10 nouveaux États d'Europe centrale et orientale dans l'UE.

29 octobre 2004 • Les 25 États signent à Rome le traité établissant la Constitution européenne (ou Traité constitutionnel européen). Pour entrer en vigueur, il doit être ratifié par chaque État membre.

29 mai et 1^{er} juin 2005 • La France, puis les Pays-Bas votent « non » à la Constitution.

2006-2007 • Recherche de sortie de crise. Angela Merkel et Nicolas Sarkozy (élu président de la République française le 6 mai 2007) proposent un traité reprenant l'essentiel de la Constitution européenne.

Décembre 2007 • Signature du traité de Lisbonne, qui entre en vigueur en 2009.

3 Les raisons du « non » français et néerlandais

Avec ce non et peut-être pour la première fois dans l'histoire politique des deux pays, les ressemblances sautent aux yeux et ne se limitent pas à des oppositions caricaturales. En France, la principale critique faite à la Constitution portait sur la « concurrence libre et non faussée », avec son expression la plus radicale qu'est l'*« ultralibéralisme »*. C'est un vieux sentiment français, bien plus ancré qu'aux Pays-Bas. En France, une industrie vieillie a du mal à faire face aux pays à bas salaires, et les agriculteurs, fortement subventionnés, ont beaucoup à perdre de la libre concurrence à l'est comme au sud du continent. Mais cette méfiance existe aussi aux Pays-Bas. Récemment, six personnalités [socialistes] ont ainsi jugé que la Constitution européenne exsudait¹ une « forme doctrinaire de libéralisme du marché ». Une critique inédite pour les socialistes néerlandais.

Le mécontentement face aux élites politiques constitue aussi un point commun. Pour une bonne partie, les voix de gauche qui, en France, ont voté non ont adressé un avertissement au président Chirac. Au Pays-Bas également, le Premier ministre [...] n'a pas su gagner la confiance populaire. [...] Côté français comme côté néerlandais, le thème de la révolte populaire a été instrumentalisé avec succès par l'extrême droite et l'extrême gauche. Le fossé qui sépare la population de l'élite politique existe dans les deux pays. Le Parlement néerlandais est à plus de 80 % favorable à la Constitution ; à Paris, le pourcentage aurait été comparable.

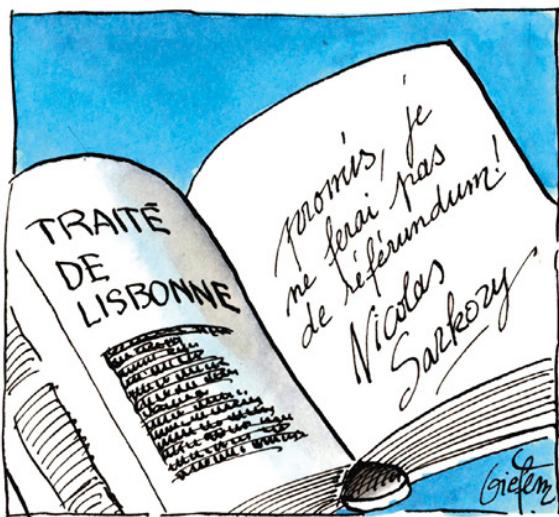
Martin Sommer, « Pays-Bas. Les mêmes causes produisent les mêmes effets », *De Volkskrant* (Amsterdam), traduction *Courrier International* n° 762, 9-15 juin 2005.

1. Transpirait.

5 L'Europe contre le peuple ?

Le Conseil européen de Lisbonne des 18 et 19 octobre 2007 a adopté un nouveau traité européen. Élaboré en catimini, ce traité nous a été présenté par Nicolas Sarkozy comme « un traité simplifié, limité aux questions institutionnelles ». [...] Loin de le limiter aux questions institutionnelles, ses rédacteurs en ont fait une copie illisible du Traité constitutionnel européen (TCE) qui a été rejeté par les Français et les Néerlandais en 2005. Pourtant, le président de la République veut le faire adopter par voie parlementaire, sans consulter les citoyens. Il réunit les parlementaires français en Congrès à Versailles le 4 février 2008 pour modifier la Constitution française et permettre la ratification du nouveau traité par le Sénat et l'Assemblée nationale. [...] En 2005, le peuple se serait mal prononcé ! En 2008, doit-il se taire ? [...] L'idée selon laquelle on pourrait refuser l'orientation libérale de la construction actuelle de l'Union européenne, ou être pour une Europe sociale, est totalement ignorée. Nos dirigeants l'ont compris, on ne peut faire confiance au peuple pour construire l'Europe qu'ils nous proposent ! Ils ont donc tout simplement décidé de nous bâillonner.

Appel à une manifestation à Versailles le 4 février 2008 lancé par des partis de gauche, des syndicats et des organisations altermondialistes, relayé sur le site reporterre.net.



4 Le traité de Lisbonne, une sortie de crise critiquée

Dessin de Giefem, paru dans *L'Alsace*, le 13 décembre 2007, jour de la signature du traité de Lisbonne.



Le traité de Lisbonne

Questions

Parcours A Répondre aux questions

- Présentez** les étapes de la procédure d'adoption ou de rejet de la Constitution européenne ([doc. 1 et 2](#)).
- Expliquez** la victoire du « non » en France et aux Pays-Bas ([doc. 3](#)).
- Résumez** les critiques formulées à l'égard du traité de Lisbonne ([doc. 4 et 5](#)).
- À partir des réponses aux questions précédentes, répondez de manière organisée à la problématique.

ou

Parcours B Organiser un débat

Constituez deux groupes d'élèves.

- Le premier prépare un argumentaire favorable à la Constitution européenne, puis au traité de Lisbonne.
- Le second justifie le vote du « non » à la Constitution et proteste contre le traité de Lisbonne.
- Chaque groupe désigne un porte-parole qui fait un discours de 5 minutes devant la classe. Le public peut ensuite poser des questions aux deux orateurs.

► Cours p. 304

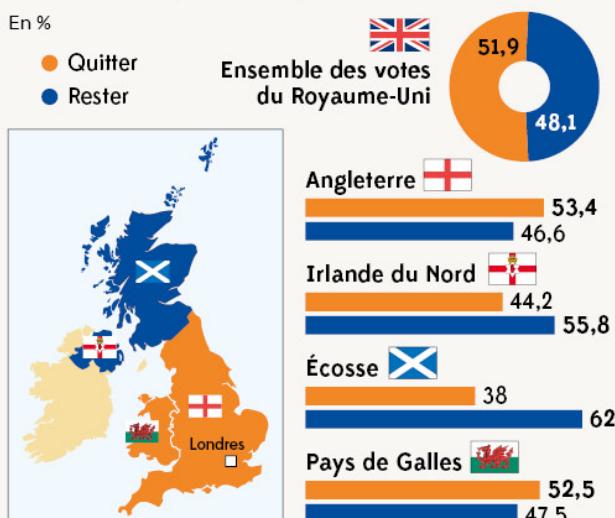
Le Brexit, le premier rétrécissement de l'UE

En 2016, les Britanniques ont voté majoritairement pour le Brexit, contraction des mots *Britain* et *exit*. Mais le « non » l'a emporté en Écosse et en Irlande du Nord et les négociations d'un accord de sortie avec l'UE se sont enlisées. Un « deal » a finalement été accepté le 31 janvier 2020. Le Royaume-Uni sort de l'UE.

➤ Pourquoi le Brexit est-il à la fois une crise européenne et une crise britannique ?

- 1973 • Le Royaume-Uni rejoint la CEE, après deux oppositions de De Gaulle dans les années 1960.
- 1975 • Les citoyens britanniques votent par référendum le maintien de leur pays dans la CEE.
- 1985 • Le Royaume-Uni choisit de ne pas faire partie de l'espace Schengen.
- 1992 • Le Royaume-Uni choisit de ne pas faire partie de la future zone euro.
- 2016 • Les citoyens britanniques votent par référendum la sortie de l'UE.
- Mars 2017 • Déclenchement de l'article 50 du traité sur l'Union européenne. Le Royaume-Uni mené par Theresa May (Première ministre) et les 27 autres États membres se donnent deux ans pour négocier les modalités de sortie effective du pays.
- Janv. 2019 • L'accord trouvé entre Theresa May et les 27 à la fin de l'année 2018 est rejeté par les parlementaires anglais. À deux reprises, la sortie du Royaume-Uni est reportée.
- Déc. 2019 • Boris Johnson, qui remplace Theresa May, négocie un nouvel accord de sortie de l'UE.
- Janv. 2020 • Le « deal » est accepté par les Parlements européen et britannique. Le Royaume-Uni sort officiellement de l'UE le 31 janvier.

Question posée : « Le Royaume-Uni doit-il rester membre de l'Union européenne ou quitter l'Union européenne ? »



2 La justification du Brexit

Votre plus grand problème, et la raison principale expliquant le vote de la Grande-Bretagne pour la sortie de l'UE, c'est que vous avez furtivement, par la tromperie et sans jamais dire la vérité aux gens, imposé aux Britanniques ainsi qu'aux autres peuples d'Europe [...] une union politique. Et lorsque les peuples, en 2005, aux Pays-Bas et en France, ont voté contre cette union politique, lorsqu'ils ont rejeté la Constitution, vous les avez ignorés en adoptant le traité de Lisbonne via d'autres voies. Ce jeudi dernier, nous avons connu un résultat remarquable. Un tremblement de terre pas uniquement pour la politique britannique, mais aussi pour la politique européenne, et peut-être même mondiale. Ce que les petites gens, les gens ordinaires ont fait ; ce que les peuples opprimés durant ces dernières années et qui ont vu leur qualité de vie baisser ont fait : c'est qu'ils ont rejeté les multinationales, ils ont rejeté les grands jeux politiques. Et en fait, ils ont dit : nous voulons récupérer notre pays, nous voulons récupérer nos frontières de pêche, nous voulons récupérer nos frontières, nous voulons être une fière nation indépendante qui se gouverne pour elle-même. [...]

Ce faisant, nous offrons désormais une lueur d'espoir aux démocrates du reste du continent européen. J'ai fait une prévision ce matin, le Royaume-Uni ne sera pas le dernier État membre à quitter l'Union européenne.

Nigel Farage, leader de l'UKIP (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni), député européen, discours devant le Parlement européen, 28 juin 2016.

1 Les résultats du référendum du 23 juin 2016



3 Des britanniques pour l'Europe.

Manifestation anti-Brexit à Londres, 1^{er} avril 2019.



Vidéo

Brexit : l'Écosse dans l'incertitude

4 L'Écosse victime du Brexit

L'Écosse a une tradition européenne très fière. Dans l'ensemble, les Écossais, et c'est peut-être un contraste avec les autres citoyens du Royaume-Uni, ne voient pas vraiment l'adhésion à l'Union européenne comme une menace pour notre propre souveraineté nationale. [...]

Le vote en Écosse a été ignoré. Et au cours des deux ans et demi qui se sont écoulés depuis, nos intérêts ont été mis de côté. [...] Après tout, le marché unique européen est une grande réussite moderne. Il permet à des nations indépendantes de profiter d'un marché de 500 millions de personnes, soit huit fois la taille du seul marché britannique. [...] Et pour le gouvernement britannique, le plus grand avantage de quitter l'UE semble être de mettre fin à la libre circulation des personnes et de freiner la migration vers le Royaume-Uni. Pourtant, pour l'Écosse, c'est l'un des plus gros inconvénients du Brexit. [...]

Nous avons une population qui vieillit plus vite. Ainsi, si la libre circulation prend fin, il est tout à fait possible que la population écossaise en âge de travailler commence à diminuer avec de graves conséquences économiques et sociales. [...] Et cela soulève en soi la question de savoir si les décisions concernant l'Écosse devraient continuer à être prises à Westminster – ou s'il serait préférable que ces décisions soient prises en Écosse par notre Parlement démocratiquement élu.

Discours de Nicola Sturgeon, Première ministre d'Écosse, à l'université de Georgetown, 5 avril 2019.

Questions

Parcours A Répondre aux questions

- Présentez** les résultats du référendum sur le Brexit ([doc. 1](#)).
- Enumérez** les arguments des militants pro-Brexit ([doc. 2](#)).
- Présentez** les critiques émises par l'Écosse et les anti-Brexit ([doc. 3 et 4](#)).
- Expliquez** en quoi le Brexit pose aujourd'hui des problèmes pour la cohésion du Royaume-Uni ([doc. 1 et 4](#)).
- À partir des réponses aux questions précédentes, répondez de manière organisée à la problématique.

ou

Parcours B Écrire un article

Vous êtes journaliste français en reportage à Londres. Dans votre article, vous montrez que le Brexit est à la fois une crise européenne et une crise britannique, en présentant les arguments des partisans et des opposants au Brexit.

► Cours p. 304

Les frontières de l'Europe et la crise migratoire

Depuis le début des années 2010, l'Europe est confrontée à une forte augmentation du nombre de migrants africains et asiatiques, fuyant la misère, la guerre ou la dictature. Certains dénoncent une Europe passoire, d'autres une Europe forteresse, tandis que l'UE peine à définir une politique commune de l'immigration et du contrôle des frontières.

► Face au défi migratoire, comment l'UE gère-t-elle ses frontières ?

1 Les tensions internes à l'Union européenne

Cela fait deux ans que les gouvernements tentent, en vain, de réformer le système d'asile en Europe. Mais la discussion pourrait brusquement s'accélérer suite à l'arrivée au pouvoir en Italie du gouvernement populiste. Sa décision de ne pas accueillir l'*Aquarius*¹ dans un port transalpin a exacerbé les tensions en Europe, notamment avec la France. Elle a surtout acté pour de bon la défaillance du règlement de Dublin établi en 2013 pour régir les flux migratoires en Europe mais qui a besoin d'une sérieuse réforme. [...] Il précise que la demande d'asile doit être étudiée dans le premier pays européen où un réfugié a mis les pieds avant d'éventuellement être transféré dans un autre État. Principale porte d'entrée du continent pour les réfugiés venus d'Afrique du Nord, l'Italie ne veut plus accueillir ces dizaines de milliers de personnes ; son ministre de l'Intérieur Matteo Salvini, leader de l'extrême droite, refuse que son pays devienne « le camp de réfugiés de l'Europe » et a promis de renvoyer 500 000 sans-papiers. À la place, Giuseppe Conte, le président du Conseil, veut la mise en place de quotas obligatoires de prise en charge des réfugiés pour chaque pays de manière à répartir la charge sur tout le continent. Face au refus annoncé des nationalistes du centre de l'Europe (ils ont déjà dit non à cette proposition lorsque la Commission européenne l'a formulée en 2015), des alternatives sont explorées.

Alexandre Boudet, « Les Européens sont au moins d'accord sur une chose : il faut revoir les accords de Dublin », *Huffingtonpost*, 15 juin 2018.

¹ L'*Aquarius* est un navire de l'association SOS Méditerranée qui vient au secours des migrants en Méditerranée.



2 Les Alpes : une frontière à fermer ?

Traduction : « Frontière fermée. / Vous ne serez pas chez vous en Europe. / Demi-tour, on ne passe pas. / Retournez dans votre pays. »

Le mouvement d'extrême droite Génération Identitaire mène une opération intitulée *Defend Europe* en avril 2018 au col de l'Échelle (Hautes-Alpes). Il a été condamné en 2019 par le tribunal correctionnel de Gap.

REPÈRES

Le règlement de Dublin

Signé en 2013, la troisième version du règlement de Dublin laisse à chaque pays la charge du contrôle de ses frontières quand elles coïncident avec les limites externes de l'UE. Surtout, l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile est celui dans lequel un demandeur est entré dans l'UE. Cela engendre un déséquilibre entre les pays continentaux, moins exposés aux flux, et les pays méditerranéens, notamment la Grèce et l'Italie, qui doivent gérer les arrivées massives sur leurs côtes.

3 Le retour des frontières en Europe (2019)



4 Poséidon, un laboratoire pour la gestion européenne des migrants

L'opération conjointe (Grèce-Frontex¹) Poséidon [fut] lancée en décembre 2015. [Elle] a pour objectif de soutenir les actions des autorités nationales de l'État sur le territoire duquel elle est déployée. [...] Au moment des arrivées massives de migrants en 2015-2016, Poséidon a déployé 700 agents en provenance de 26 États membres de l'Union et pays associés à l'espace Schengen. Début 2019, le nombre des agents invités pour l'opération s'élevait à 672, avec 13 navires, 12 voitures de patrouille et 5 autobus. Les agents invités travaillent conjointement avec la police et les garde-côtes grecs en les assistant dans l'enregistrement, l'identification et la prise d'empreintes digitales des migrants, le recueil de témoignages (débriefing) et la détermination initiale du statut des arrivants. La recherche et le sauvetage en mer constituent un autre champ d'activité prioritaire des agents de l'opération Poséidon, grecs et invités. Selon la Commission européenne, en 2015, les deux opérations conjointes coordonnées par Frontex – Poséidon et Triton² en Méditerranée centrale – auraient permis de sauver la vie de plus de 250 000 personnes. [...] L'opération Poséidon fonctionne comme une sorte de « laboratoire » pour la gestion intégrée des frontières extérieures que l'Union européenne entend mettre en place dans l'avenir.

Ioannis Stribis, professeur associé à l'université de l'Égée,
Questions internationales n° 97, mai-juin 2019, p. 79-80.

1. Voir p. 304. – 2. Triton est le nom de l'opération menée conjointement par l'Italie et par Frontex en Méditerranée.

Questions

Parcours A Répondre aux questions

- Présentez la manière dont se concrétise le retour des frontières en Europe (doc. 3).
- Montrez que l'extrême droite s'est emparée des thématiques migratoires en Europe et définissez sa position (doc. 1 et 2).
- Expliquez les conséquences du règlement de Dublin pour l'Italie (doc. 1).
- Montrez que l'appui du Frontex à la Grèce est essentiel depuis 2015 et expliquez pourquoi (doc. 4).

ou

Parcours B Travailler l'oral

Préparez une présentation orale de 5 minutes pour répondre à la problématique, puis répartissez-vous par groupes de 3 ou 4 élèves. À tour de rôle, vous présentez votre réponse. Les autres élèves jouent le rôle du jury et vous posent des questions pendant 10 minutes : demandes de précisions, définitions du vocabulaire employé, liens avec le cours...

SYNTHÈSE

EXO Exercices interactifs

Podcast de la synthèse

La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question

- Quels sont les leviers de l'approfondissement de l'UE depuis 1992, face au double défi des élargissements successifs et des contestations croissantes ?

1 Forces et faiblesses de l'Union européenne

- Le traité de Maastricht (1992) transforme la CEE en une Union européenne (UE) dont les membres envisagent d'accroître leur coopération économique, monétaire, diplomatique et militaire. Du fait de la chute du rideau de fer et des élargissements successifs qu'elle permet, leur nombre passe de 12 en 1993 à 28 en 2013.
- Sur le plan économique, l'UE opère le passage d'un simple marché commun à un marché unique au sein duquel la circulation des biens, des services et des capitaux est facilitée par l'harmonisation des normes et des législations nationales. En 1999, elle se dote d'une monnaie unique, l'euro, que certains États membres choisissent toutefois de ne pas adopter (Royaume-Uni, Suède, Danemark).
- Sur le plan international, l'Union européenne ne bénéficie pas d'un poids politique équivalent à sa puissance économique. La volonté de mettre en œuvre une politique étrangère commune, ainsi que de développer la coopération militaire entre États membres se heurte aux divergences d'intérêts et de priorité.

2 Une union en péril ?

- L'élargissement rapide de l'UE témoigne de son attractivité. Mais il contribue aussi à l'affaiblir dans la mesure où il n'a pas été précédé de réformes institutionnelles adaptant son fonctionnement à sa nouvelle taille. En effet, plus le nombre d'États membres est élevé, et plus il est difficile de prendre des décisions. L'approfondissement de leur coopération s'en trouve compliqué. Cet obstacle n'est que partiellement contourné par le développement des coopérations renforcées limitées aux États membres volontaires.
- Conçu pour surmonter ces difficultés, le projet de Constitution européenne est rejeté par les électeurs français et néerlandais en 2005. Le traité de Lisbonne (2007) qui s'y substitue généralise le recours à la majorité qualifiée afin de fluidifier la prise de décision. Son adoption ne donne lieu à un référendum que dans un seul des États membres, l'Irlande, ce qui nourrit la dénonciation du déficit démocratique qui caractérise l'UE selon ses opposants.
- Déjà puissant en 1992 lors des débats et référendums autour du traité de Maastricht, l'euroscepticisme se nourrit de ces critiques. Mais aussi des peurs que suscite, chez certains Européens, l'accroissement des flux migratoires, tant entre pays membres que depuis l'extérieur de l'UE. Le vote en 2016 par les Britanniques de leur sortie de l'UE (Brexit), effectif en 2020, témoigne de sa vigueur.

MOTS-CLÉS

- Approfondissement → p. 296
- Brexit → p. 304
- Déficit démocratique → p. 304
- Élargissement → p. 296
- Euroscepticisme → p. 304
- Majorité qualifiée → p. 296

DATES CLÉS

- 1992 : traité de Maastricht.
- 1994 : inauguration du tunnel sous la Manche.
- 1999 : entrée en vigueur de l'euro.
- 2005 : rejet du projet de Constitution européenne par les électeurs français et néerlandais.
- 2007 : traité de Lisbonne.
- 2016 : vote britannique en faveur du Brexit.
- 2020 : le Royaume-Uni sort officiellement de l'UE.

Biographie



Jacques Delors

(né en 1925)

Président de la Commission européenne de 1985 à 1995, il a relancé la construction européenne avec l'Acte unique.

► Biographies p. 342

SCHÉMA DE SYNTHÈSE

LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

entre élargissement,
approfondissement
et remises en question

Construction européenne :

- Progrès
- Freins/reculs

Élargissement

- 1995 : EUROPE DES 15
 - Autriche ■ Suède
■ Finlande
- 2004 : EUROPE DES 25
 - Chypre ■ Estonie ■ Hongrie
■ Lettonie ■ Lituanie ■ Malte
■ Pologne ■ Rép. Tchèque
■ Slovaquie ■ Slovénie
- 2007 : EUROPE DES 27
 - Bulgarie ■ Roumanie
- 2013 : EUROPE DES 28
 - Croatie

Rétrécissement

-  **BREXIT**
voté en 2016, entré en vigueur en 2020
(27 pays membres)



RATIFICATION DIFFICILE

du traité de Maastricht
par référendum en
France et au Danemark


TRAITÉ DE MAASTRICHT
1992

Approfondissement

-  **ESPACE SCHENGEN**
1995
-  **EURO**
1999

REFUS DE PARTICIPER

de certains États membres
Roy.-Uni et Irlande pour Schengen
Roy.-Uni et Danemark pour l'euro

Rejet du PROJET DE CONSTITUTION EUROPÉENNE

par les Français et les Néerlandais
2004

Désignation du « DÉFICIT DÉMOCRATIQUE » de l'UE

Adoption controversée du TRAITÉ DE LISBONNE (2007)

reprenant une large partie du
projet de Constitution de 2004

Développement des COOPÉRATIONS RENFORCÉES

DIFFICULTÉ À PRENDRE DES DÉCISIONS

accrue par le nombre croissant d'États membres



POUR ALLER PLUS LOIN

À lire



- Jean Brulhart et José Echkenazi, **Guide de l'Union européenne**, Nathan, 2019. Un guide thématique sur l'histoire et le fonctionnement de l'UE.



- Pascal Fontaine, **L'Union européenne. Histoire, institutions, politiques**, Points Seuil, 2012. Une présentation synthétique de l'histoire de l'UE.

À consulter

- Le site de l'Union européenne : <https://europa.eu/>
- Le portail français d'information sur l'Europe : www.toutelurope.eu
- De nombreuses ressources documentaires sur l'histoire de la construction européenne : <https://www.cvce.eu>

ÉTAPE 1 Analyser le sujet

Analysez comment Emmanuel Macron et Marine Le Pen perçoivent les défis auxquels les pays de l'UE doivent faire face, et en quoi leurs projets européens s'opposent.

Qui sont-ils ? Dans quel contexte s'expriment-ils ?

Les auteurs identifient-ils les mêmes défis ? L'UE protège-t-elle ou expose-t-elle davantage les Européens à ces menaces ?

Souhaitent-ils plus ou moins d'approfondissement ? Vers une Europe des nations ou vers plus de supranationalité ?

1 La vision de l'UE d'Emmanuel Macron

À trois mois des élections européennes 2019, le président de la République Emmanuel Macron écrit une lettre aux citoyens européens, traduite en 22 langues. La liste « Renaissance », issue de son parti En Marche !, est arrivée 2^e avec 22,42 % des voix, derrière le Rassemblement national de Marine Le Pen qui en a obtenu 23,3 %.

[Le projet européen] continue à nous protéger aujourd'hui : quel pays peut agir seul face aux stratégies agressives de grandes puissances ? Qui peut prétendre être souverain, seul, face aux géants du numérique ? Comment résisterions-nous aux crises du capitalisme financier sans l'euro, qui est une force pour toute l'Union ? L'Europe, ce sont aussi ces milliers de projets du quotidien qui ont changé le visage de nos territoires, ce lycée rénové, cette route construite, l'accès rapide à Internet qui arrive, enfin. [...]

Face aux grands chocs du monde, les citoyens nous disent bien souvent : « Où est l'Europe ? Que fait l'Europe ? » Elle est devenue à leurs yeux un marché sans âme. Or l'Europe n'est pas qu'un marché, elle est un projet. Un marché est utile, mais il ne doit pas faire oublier la nécessité de frontières qui protègent et de valeurs qui unissent. [...] Collectivement, nous devons réinventer politiquement, culturellement, les formes de notre civilisation dans un monde qui se transforme. C'est le moment de la Renaissance européenne. [...]

Citoyens d'Europe, l'impasse du Brexit est une leçon pour tous. Sortons de ce piège, donnons un sens aux élections à venir et à notre projet.

Lettre du président Emmanuel Macron publiée dans la presse, 4 mars 2019.

2 La vision de l'UE de Marine Le Pen

À une semaine des européennes, Marine Le Pen répond à l'invitation de Matteo Salvini, représentant de l'extrême droite italienne, et s'exprime sur la place du Duomo à Milan.

Nous ne voulons plus de cette oligarchie sans repères, sans racines, sans âme, qui nous dirige avec pour seule ambition la soumission et la dilution de nos nations. Nous ne voulons plus de cette Union européenne, qui fait souffler sur l'Europe les vents de la mondialisation sauvage. La mondialisation sans régulation, c'est faire fabriquer par des esclaves pour vendre à des chômeurs. [...] Nous refusons le libre-échange incontrôlé qui tue nos entreprises et nos producteurs, qui met en danger notre santé par des produits sans normes au bénéfice des grandes banques et des grandes multinationales. Nous disons « non » à cette immigration qui submerge nos pays, et met en danger la sécurité de nos peuples, nos comptes sociaux et nos valeurs de civilisation. Nous voulons pouvoir vivre chez nous comme nous le souhaitons. Nous voulons vivre en France comme des Français, en Italie comme des Italiens, et plus largement en Europe comme des Européens. [...] Notre projet est celui d'une coopération entre États, celui d'une Europe des nations libres, souveraines, qui respecte l'identité et la volonté des peuples, sans jamais rien leur imposer de contraire à leur intérêt. Mes amis, le moment est venu. La première phrase de l'hymne national français le dit : « Allons enfants de la patrie, le jour de gloire est arrivé. » Nous vous la prêtons pour dire aujourd'hui : « Allons enfants des patries, le jour de gloire est arrivé. » [...] Viva l'Italia ! Vive la France ! Et vive les nations d'Europe !

Discours de Marine Le Pen, 18 mai 2019.

ÉTAPE 2 Mobiliser ses connaissances et organiser ses idées

☛ Complétez le tableau avec les citations surlignées dans les documents.



Plan suggéré	Citations du document 1	Citations du document 2
I. L'UE face aux menaces d'un monde globalisé		
A. Un constat commun : une Europe face à des défis globaux	« libre-échange incontrôlé »
B. Une interprétation divergente : l'UE, une solution ou une catastrophe ?	« l'euro, qui est une force pour toute l'Union », « milliers de projets du quotidien »
II. Supranationalité ou Europe des nations ?		
A. Emmanuel Macron vers plus de supranationalité	
B. Marine Le Pen pour un retour à une « Europe des nations »	
III. L'identité européenne au cœur du désaccord		
A. Des citoyens pour une Renaissance européenne	
B. Des identités nationales à préserver	« l'hymne national français »

ÉTAPE 3 Rédiger l'analyse de documents

☛ Rédigez chacune des parties de l'analyse de documents dont la phrase introductory est proposée ci-dessous.



Les deux documents donnent à voir les positions des deux premiers partis de France aux élections européennes en 2019 – celles du président Emmanuel Macron et de son parti LREM, et celles de Marine Le Pen, chef du parti d'extrême droite le Rassemblement national.....

Pour Emmanuel Macron et Marine Le Pen, les pays européens doivent être protégés des menaces d'un monde globalisé.....

La supranationalité est au cœur des débats sur l'UE : les nations doivent-elles déléguer une part de leur souveraineté à l'UE, ou bien l'UE doit-elle se limiter à de la simple coopération entre les gouvernements ? Pour Emmanuel Macron,



L'identité au cœur des frictions européennes est aussi au centre du désaccord entre ces deux visions de l'Europe...



Deux conceptions de l'Europe s'opposent donc ici.....

Introduction et présentation des documents

Partie I

Partie II

Partie III

Conclusion



ÉTAPE 1 Analyser le sujet

Quels élargissements, rétrécissements ou effacements faut-il évoquer ?

Frontières intérieures ou frontières extérieures ?

Quels changements majeurs ont lieu à cette date pour l'UE ?

Quelles mutations les frontières de l'UE ont-elles connues depuis le début des années 1990 ?

ÉTAPE 2 Mobiliser ses connaissances et organiser ses idées

Construisez votre argumentation en exploitant les cours et les documents suggérés dans le tableau.

Plan suggéré	Cours à exploiter	Documents à exploiter
I. La suppression des frontières intérieures pour les hommes et les biens		
A. La libre circulation des personnes et des biens	► Cours 1. A. p. 296	► Document 1 p. 298 ► Document 3 p. 302 ► Document 2 p. 302 ► Document 4 p. 303
B. L'euro : une monnaie unique pour tous les pays	► Cours 1. A. p. 296	► Document 2 p. 300
II. Les nouvelles frontières de l'UE		
A. L'élargissement à l'Est sans précédent	► Cours 2. A. p. 304	► Frise et carte p. 292-293
B. Le Brexit, un premier rétrécissement des frontières de l'UE	► Cours 2. B. p. 304	► Document 2 p. 308
III. L'UE peine à définir une politique commune du contrôle des frontières		
A. Une volonté de fermeture face à la crise migratoire et aux menaces terroristes	► Cours 2. B. p. 304	► Document 1 p. 310 ► Document 3 p. 311 ► Document 2 p. 310
B. Une coopération renforcée pour contrôler les frontières	► Cours 2. B. p. 304	► Document 4 p. 311

ÉTAPE 3 Rédiger la réponse

EXO Exercices interactifs

Voici un exemple rédigé pour la partie I.



L'approfondissement de l'UE s'appuie sur différents projets d'ouverture des frontières intérieures et d'une libre circulation des hommes et des biens.

En 1990, cinq États membres signent l'accord de Schengen, bientôt rejoints par une majorité de pays européens – y compris des États non membres de l'UE. Au sein de l'espace Schengen, les contrôles aux frontières intérieures sont supprimés, pour faciliter la libre circulation des citoyens européens en Europe. Avec le traité de Maastricht, qui voit le passage de la CEE à l'UE, la Commission européenne supprime les derniers obstacles aux échanges au 1^{er} janvier 1993. Ceux-ci étaient physiques, avec des contrôles aux frontières maintenus malgré l'union douanière créée en 1968. Ils étaient aussi techniques et fiscaux, du fait du manque d'harmonisation des normes et des taxes. Les frontières de l'UE sont moins des démarcations entre les États que des lieux de passages et d'échanges, des interfaces que les États membres cherchent à mettre en valeur. Des infrastructures monumentales viennent donc renforcer cet effacement des frontières. Avec le tunnel sous la Manche qui ouvre en 1994, l'UE a désormais une nouvelle frontière terrestre qui facilite la libre circulation des hommes et des biens.



Avec l'entrée en vigueur de la monnaie unique en 1999, les citoyens européens de la zone euro n'ont plus désormais à changer leur argent quand ils traversent les frontières, ce qui contribue non seulement à la formation d'un espace économique intégré au sein duquel les échanges sont facilités, mais aussi au développement d'un sentiment d'appartenance parmi les citoyens. Plusieurs pays, comme le Royaume-Uni, le Danemark et la Suède ont toutefois refusé d'entrer dans la zone euro.

Phrase d'introduction

Partie I. A.

Partie I. B.

En vous aidant de l'exemple ci-dessus, rédigez les parties II et III de la réponse.

Réponse à une question problématisée

Sujet

Quels ont été les défis posés par l'élargissement de l'UE à l'est ?

Sujet

Quelles ont été les voies de l'approfondissement de l'UE et ses limites depuis 1992 ?

Analyse de documents

Sujet

Après avoir présenté le document, montrez par quels moyens les citoyens européens exercent leur pouvoir au sein de l'UE.

La démocratie européenne

Article 9

Dans toutes ses activités, l'Union respecte le principe de l'égalité de ses citoyens, qui bénéficient d'une égale attention de ses institutions, organes et organismes. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre. La citoyenneté de l'Union s'ajoute à la citoyenneté nationale et ne la remplace pas.

Article 10

1. Le fonctionnement de l'Union est fondé sur la démocratie représentative.

2. Les citoyens sont directement représentés, au niveau de l'Union, au Parlement européen. [...]

3. Tout citoyen a le droit de participer à la vie démocratique de l'Union. Les décisions sont prises aussi ouvertement et aussi près que possible des citoyens.

4. Les partis politiques au niveau européen contribuent à la formation de la conscience politique européenne et à l'expression de la volonté des citoyens de l'Union.

Article 11

[...]

2. Les institutions entretiennent un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile.

3. En vue d'assurer la cohérence et la transparence des actions de l'Union, la Commission européenne procède à de larges consultations des parties concernées.

4. Des citoyens de l'Union, au nombre d'un million au moins, ressortissants d'un nombre significatif d'États membres, peuvent prendre l'initiative d'inviter la Commission européenne, dans le cadre de ses attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application des traités¹.

[...]

Article 14

1. Le Parlement européen exerce, conjointement avec le Conseil, les fonctions législative et budgétaire. Il exerce des fonctions de contrôle politique et consultatives conformément aux conditions prévues par les traités. Il élit le président de la Commission.

Extraits du traité de Lisbonne, en vigueur depuis la fin 2009.

¹. La Commission peut néanmoins refuser de relayer la demande des citoyens, qui est alors caduque : « Un acte législatif de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission. »